

Ministre
des Affaires étrangères



Minister
of Foreign Affairs

Ottawa, Canada K1A 0G2

Le 15 septembre 2023

M. Ali Ehsassi
Président
Comité permanent des affaires étrangères
et du développement international de la Chambre des communes
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Président,

J'ai le privilège de répondre – tel que demandé - au nom du gouvernement du Canada au quatorzième Rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international (FAAE) intitulé « *Le rappel au réel : Le monde d'après le 24 février 2022* », publié le 27 avril 2023. Ce rapport, ainsi que les rapports précédents du Comité portant sur l'Ukraine, contribue à orienter le gouvernement du Canada alors qu'il continue d'adopter une position claire, raisonnée et résolue à l'égard de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Une Ukraine résiliente, démocratique et prospère est essentielle à la stabilité et la sécurité en Europe et autour du monde. L'autoritarisme est devenu une menace régionale et mondiale imprévisible, et les aspirations démocratiques de l'Ukraine trouvent écho chez la population canadienne.

Il est primordial de s'aligner avec nos partenaires. Le Canada continue de coordonner ses efforts avec ceux de ses alliés et ses partenaires, travaillant de concert avec les pays aux vues similaires pour s'assurer que le soutien offert à l'Ukraine et dans cette région ne soit pas décousu. L'aide militaire de plus de 1,7 milliard \$ offerte par le Canada prouve l'engagement du pays et le rôle de leadership qu'il joue pour appuyer la dissuasion et le principe de défense collective. De plus, dans le cadre de la mission d'instruction militaire visant à soutenir l'Ukraine, l'opération UNIFIER, plus de 300 soldats canadiens sont déployés dans des pays européens partenaires, notamment au Royaume-Uni, en Pologne et en Lettonie. Le Canada contribue aussi à l'opération REASSURANCE, la défense collective de l'OTAN sur le flanc oriental, et cette contribution représente les plus importants renforts canadiens à la défense collective de l'OTAN depuis une génération. Le Canada contribuera également à la coalition conjointe pour l'entraînement des F-16, dirigée par le Danemark et les Pays-Bas. La coalition s'est engagée à fournir aux forces aériennes ukrainiennes une formation sur l'exploitation et la maintenance des chasseurs F-16.

.../2

Comme le relève le Rapport, le recours à la désinformation est à la hausse, et cela met à risque la population canadienne et les intérêts canadiens. Le gouvernement du Canada lutte vigoureusement contre les campagnes de désinformation, en collaboration avec ses partenaires. En plus d'être chargé du secrétariat du Mécanisme d'intervention rapide (MRR) du G7, le Canada a versé 3 millions \$ de nouveaux fonds pour s'attaquer à la désinformation russe, comme l'a annoncé le premier ministre en mars 2023. Le MRR renforce la coordination au sein du G7 afin d'identifier les menaces futures pour les démocraties et d'y répondre en partageant des informations et des analyses et en identifiant parmi les démocraties du G7 les possibilités d'une réponse coordonnée.

Le Canada a adopté une position forte, déterminée et cohérente pour fournir à l'Ukraine l'aide internationale dont elle a besoin pour continuer à repousser l'agression russe, et puis cheminer vers le redressement et la reconstruction. En date du 3 août 2023, le Canada s'est engagé à verser plus de 8,9 milliards \$ en soutien multidimensionnel depuis janvier 2022. Cela comprend une aide financière de plus de 5 milliards \$, plus de 1,8 milliard pour de l'aide militaire, 352,5 millions pour l'aide humanitaire, 147 millions pour l'aide au développement et plus de 105 millions pour l'aide en matière de sécurité et de stabilisation. Aussi, 84,8 millions \$ ont été annoncés dans le Budget de 2023 pour l'aide humanitaire, au développement, ainsi que la sécurité et la stabilisation.

Il est devenu évident que les ressources gouvernementales seules ne permettront pas de répondre aux besoins de l'Ukraine pour sa reconstruction. Grâce à des activités comme la récente Conférence sur le redressement de l'Ukraine, le Canada se coordonne avec ses partenaires du G7, des institutions financières internationales, des entreprises canadiennes et le gouvernement de l'Ukraine afin de mobiliser des ressources du secteur privé pour la reconstruction et de réduire les risques des activités commerciales en Ukraine. Il y a actuellement plusieurs initiatives visant à améliorer le milieu des investissements, notamment grâce à des mécanismes permettant le partage de risques. L'appui du Canada aux programmes de gouvernance aide également l'Ukraine à faire progresser les réformes exigées pour l'adhésion à l'UE afin de renforcer la confiance des investisseurs.

Nous savons que la guerre brutale menée par la Russie a eu des conséquences différentes sur les femmes et les enfants. Le Canada soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de systèmes de prévention et d'intervention axés sur les victimes de violence sexuelle et fondée sur le genre dans des collectivités ciblées d'Ukraine. Cette démarche comporte des services de soutien psychosocial et des espaces sécuritaires pour les femmes et les filles, ainsi que des moyens d'information et des activités pour promouvoir la santé, le bien-être et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles. La collaboration du Canada avec l'Ukraine et l'aide connexe demeurent ancrées dans les principes et les engagements de la politique étrangère féministe de notre gouvernement et de sa Politique d'aide internationale féministe.

Puisqu'il est d'accord avec les préoccupations soulevées dans le Rapport quant aux répercussions de la guerre menée par la Russie sur la sécurité alimentaire mondiale, le gouvernement du Canada prend des mesures pour appuyer la lutte mondiale contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans les pays les plus pauvres. Les programmes de développement lancés par le Canada visent des facteurs ayant une incidence à long terme sur l'insécurité alimentaire des populations vulnérables, particulièrement les femmes et les filles. Le Canada a aussi augmenté la part de son financement de l'aide humanitaire consacré à l'aide alimentaire et nutritionnelle, notamment en réservant 385 millions \$ de ressources budgétaires supplémentaires en 2021 (135 millions) et en 2022 (250 millions). Par ailleurs, le Canada a

fortement appuyé l'Initiative céréalière de la mer Noire (ICMN) négociée par les Nations Unies, la Türkiye, l'Ukraine et la Russie, qui a contribué à atténuer l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale et à réduire les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par la guerre menée par la Russie. L'intransigeance de longue date de la Russie et son retrait éventuel de l'ICMN en juillet 2023, a entraîné la fin de l'opération de l'ICMN et constitue un coup dur pour la capacité de l'Ukraine à exporter des denrées alimentaires dans le monde et pour la sécurité de la mer Noire. L'impact d'une interruption prolongée de l'ICMN doit encore être quantifié par rapport à d'autres facteurs affectant les taux mondiaux de faim chronique et d'insécurité alimentaire. Pendant ses opérations l'ICMN a permis d'alléger la pression sur les prix alimentaires mondiaux, évitant ainsi à plus de 100 millions de personnes dans le monde de tomber dans l'extrême pauvreté. En 2022, le Programme alimentaire mondial s'est tourné vers l'Ukraine pour plus de la moitié de son approvisionnement total en blé.

Pendant que le gouvernement du Canada continue de mettre à profit son influence à l'échelle mondiale, ses ressources et ses réseaux diplomatiques pour soutenir l'Ukraine et pour isoler le régime de Poutine, nous devons également continuer les efforts visant à obtenir une paix juste et durable en Ukraine. Le Canada et le G7 appuient une approche qui met l'Ukraine au centre des négociations de la paix. Pour obtenir une paix juste et durable en Ukraine, il faut qu'un appui généralisé soit accordé par une grande variété d'États; et cette paix doit se fonder sur des principes conformes à la Charte des Nations Unies. Le Canada et ses partenaires au G7 soutiennent un plan pour la paix conçu en Ukraine et ils continuent de collaborer pour appuyer l'Ukraine dans son cheminement vers un avenir stable et en paix.

La coopération et la coordination sont plus essentielles que jamais. Le Canada a agi à plusieurs forums multilatéraux, y compris à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), au G7 et au G20. Le Canada a aussi facilité et parrainé conjointement des résolutions à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) qui condamnaient l'agression de la Russie, y compris celles adoptées le 24 mars, le 7 avril et le 12 octobre 2022, ainsi que le 2 mars 2023.

Au cours de ses voyages, le Comité s'est rendu en Finlande et en Suède, pour se rendre compte des répercussions de la guerre menée par la Russie sur l'ensemble de la région et des considérations de sécurité pour l'avenir. À la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de nombreux pays ont réévalué leur politique en matière de sécurité, notamment la Finlande et la Suède, qui ont réexaminé leur politique en matière de sécurité, qui était de longue date une politique de non-alignement militaire, ce qui a abouti à leur demande d'adhésion à l'OTAN. Le Canada est fier d'avoir été le premier allié de l'OTAN à avoir ratifié les protocoles d'adhésion de la Finlande et de la Suède. Le Canada salue l'adhésion de la Finlande au sein de l'Alliance et continue d'appuyer la Suède dans son processus pour devenir membre de l'OTAN.

Les sanctions demeurent un outil important à la disposition du Canada pour exprimer qu'il ne tolérera pas l'impunité de la Russie et ses leviers pour les actes qu'ils commettent en Ukraine, notamment la société militaire privée Wagner – ainsi que ses dirigeants et ses entités associées – dont le rôle en Ukraine a été déterminant. Depuis 2014, le Canada a imposé des sanctions à 2 692 particuliers et entités en Russie, en Ukraine, au Bélarus et en Moldavie, en visant un large éventail de secteurs, comme des chefs politiques, des militaires, des banques et des institutions financières, des fonctionnaires et des organismes gouvernementaux, des oligarques, des agents de propagande et de

désinformation, des auteurs de violations des droits de la personne et des sociétés privées qui soutiennent l'effort de guerre. Le Canada a également imposé d'autres restrictions économiques majeures, comme des contrôles à l'exportation, des interdictions de fournir des marchandises et des technologies susceptibles de soutenir l'effort militaire de la Russie, la fermeture des ports et de l'espace aérien canadiens aux véhicules russes, ainsi que la collaboration avec des partenaires internationaux pour réduire la capacité de la Russie de tirer des revenus de son secteur pétrolier et gazier.

En définitive, le gouvernement du Canada continue de réitérer ses principes fondamentaux en lien avec cette guerre : l'agression ne sera pas récompensée. La force ne peut pas être utilisée pour modifier des frontières. Le Canada restera fort aux côtés de ses alliés. L'Ukraine doit être libre de choisir sa propre destinée en tant que pays stable, prospère et démocratique.

Lors de ma troisième et dernière visite à Kyiv en février 2023, j'ai pu constater de visu l'impact de la guerre illégale menée par la Russie contre l'Ukraine, mais j'ai également observé la résilience de l'Ukraine et des Ukrainiens. La récente visite du premier ministre en Ukraine a souligné l'engagement du Canada en faveur de l'avenir démocratique de l'Ukraine. Mes échanges réguliers avec le président Zelenskyy, le premier ministre Shmyhal et le ministre des affaires étrangères Kuleba, ainsi qu'avec nos nombreux alliés aux vues similaires, aident le Canada à s'aligner étroitement sur l'Ukraine, qui défend vaillamment sa souveraineté et son intégrité territoriale, construit et renforce son alliance mondiale, s'efforce de s'intégrer dans les institutions euro-atlantiques et cherche à instaurer une paix juste et durable. Tel que notre gouvernement l'a clairement indiqué à d'innombrables reprises, le soutien du Canada est inébranlable – nous ferons preuve d'une solidarité indéfectible avec les Ukrainiens aussi longtemps qu'il le faudra.

Au nom du gouvernement du Canada, je remercie les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international pour l'appui multipartite accordé à l'Ukraine, et leur défense de la démocratie et du principe de souveraineté. Ces conditions sont cruciales et permettent au gouvernement du Canada d'être un défenseur indéfectible de l'Ukraine, mais aussi de nos alliés et partenaires européens. Si nous ne parvenons pas à travailler tous ensemble, nous ne pourrions pas surmonter les défis que nous réserve l'avenir. Je suis impatiente de poursuivre les travaux avec le Comité à mesure que la situation évolue.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée
Ministre des Affaires étrangères